

France, terre d'asile terroriste

écrit par Monique B | 1 août 2025



On l'a souvent présentée comme un phare pour les opprimés, une patrie des droits de l'homme. Mais en vérité, la France est devenue la base arrière des bourreaux. Depuis 1945, elle n'accueille pas des exilés – elle héberge des prédateurs. Fascistes, terroristes, islamistes, révolutionnaires sanguinaires, tueurs de masse : tous ont trouvé ici gîte, protection, indulgence. Pire : respectabilité.

1946 : Le Mufti nazi, invité du Quai d'Orsay

Tout commence juste après la guerre, dans l'odeur encore fraîche des fours crématoires. En 1946, le Grand Mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini, complice direct du projet nazi d'extermination des Juifs, est accueilli... à Paris. Il aurait dû comparaître à Nuremberg, au banc des accusés. Mais le Quai d'Orsay le protège. Pourquoi ? Parce qu'il incarne une figure de l'arabisme, utile dans la stratégie d'influence post-coloniale.

Cet homme a pourtant passé la guerre à Berlin, rencontré Himmler, levé une division musulmane pour les SS en Bosnie, et appelé à l'extermination des Juifs dans le monde arabe.

La France, déjà, fait le choix de l'ambiguïté : plutôt les ennemis d'Israël que les amis de la vérité.

1978 : Khomeini, l'ayatollah en résidence surveillée douce

En 1978, c'est au tour de Ruhollah Khomeini, chassé d'Irak, d'être accueilli à Neauphle-le-Château, en région parisienne. L'homme est inconnu du grand public, mais son programme est limpide : théocratie, charia, décapitations, torture et soumission des femmes. Giscard d'Estaing, toujours prompt à caresser l'Orient dans le sens du pétrole, l'accueille sans broncher. Khomeini y enregistre ses prêches, mobilise ses partisans, lance des appels à l'insurrection.

Quelques mois plus tard, il rentre triomphalement en Iran. La révolution islamique commence, suivie de massacres, de purges, et d'un régime dont le terrorisme deviendra l'un des leviers d'exportation idéologique.

La France, encore une fois, a couvé un monstre.

Années 1980–1990 : Poseurs de bombes et islamistes d'avant-garde

Les années 1980 voient arriver un autre contingent : les

terroristes d'« outre-gauche », ces Argentins, Allemands, Italiens, Espagnols, planqués à Paris. On les excuse : « contexte politique tendu », « répression franquiste », « fascisme sud-américain ». Résultat : des tueurs et des poseurs de bombes promus intellectuels de salon. La doctrine Mitterrand ira jusqu'à refuser l'extradition des membres des Brigades Rouges.

Pendant ce temps les réseaux islamistes se structurent librement dans les banlieues, à l'ombre du clientélisme local et de la lâcheté républicaine.

Le djihad n'est pas encore armé, mais il est déjà structuré.

1990–1997 : Le GIA et le FIS, protégés français

En Algérie, c'est la guerre civile. Le Front Islamique du Salut (FIS) s'apprête à prendre le pouvoir par les urnes, avec un programme théocratique assumé. L'armée algérienne annule les élections. La répression est terrible, mais la France choisit son camp : elle accueille les dirigeants du FIS comme de simples réfugiés politiques.

Le FIS a même bénéficié en France de relais universitaires et médiatiques puissants. Des tribunes dans Le Monde ont défendu sa légitimité ou dénoncé la répression algérienne. Des intellectuels proches idéologiquement du FIS ont été invités sur France Culture. Mais jamais – officiellement – ses chefs n'ont eu micro ou tribune directe dans ces médias.

Puis viennent les GIA (Groupes Islamiques Armés). Égorgeurs d'enfants, démembreurs de femmes, bourreaux islamistes dont les communiqués citent Allah avant de mutiler. Des cellules sont actives en France même. Les attentats de 1995, à Paris, dans le métro Saint-Michel, rappellent que l'asile a un prix : le sang des Français.

Les djihadistes français : le retour du monstre

Vient ensuite le djihad version Daesh. Des centaines de

Français partent pour la Syrie, brûlent leur passeport, prêtent allégeance à Baghdadi. On les filme en train de décapiter, de violer, d'élever leurs enfants dans la haine des kouffars. Et que fait la France ? Elle les recherche, les rapatrie, les soigne, les écoute.

Le summum : leurs enfants, élevés dans la haine, formés à tuer dès 5 ans, sont « réinsérés » en école maternelle républicaine, avec des accompagnateurs spécialisés.

Les mères, plus radicales que les pères, sont présentées comme des victimes. On les excuse : elles « ne savaient pas », « ont été manipulées ». En réalité, elles formaient la matrice du califat.

Nour Atallah : doctorante en haine génocidaire... mais protégée

Voici maintenant la génération issue de nos universités. Nour Atallah, doctorante en sciences politiques à Lille, admiratrice déclarée d'Hitler, relayant des appels à l'extermination des Juifs, en arabe et en français. Elle ne s'exprime pas dans une cave obscure mais depuis un compte public, dans un français soigné, avec la morgue tranquille de l'impunité.

Face à l'indignation, l'université de Lille l'a exclue – mesure rarissime, preuve de la gravité du cas. Mais ensuite ? Que faire ?

Elle n'est ni expulsée, ni inculpée. Parce qu'en France, poser le pied sur le territoire vous transforme en intouchable.

Le Conseil d'État, les tribunaux administratifs, la CEDH, le droit à une vie familiale normale, l'interdiction de retour dans un pays « à risques »... Tout est prêt pour empêcher l'expulsion, même quand il s'agit d'un appel au génocide.

Ce juridisme absurde, cette obsession procédurale, sont devenus les complices passifs du djihad. On ne peut pas expulser une étudiante salafiste qui encense Hitler, car cela heurterait sa dignité.

Voilà où nous en sommes : la haine est protégée par l'État de droit. Et la France, encore une fois, abrite ceux qui rêvent de la détruire.

Mais le plus grave, c'est peut-être ce que personne n'ose nommer : seul le Hamas est en mesure de délivrer les laissez-passer consulaires aux Gazaouis souhaitant quitter le territoire. Autrement dit, tout Palestinien prétendant à l'asile humanitaire ou politique passe, de fait, sous le filtre du Hamas. Et ce ne sont évidemment pas les modérés qui seront exfiltrés – ce sont les plus proches de l'appareil idéologique et militaire, les plus sûrs, les plus fanatiques. La France, sous couvert d'urgence humanitaire, s'apprête donc à récupérer ceux que Tsahal traque – pas les victimes, mais les complices. On peut même supposer, sans paranoïa excessive, que des négociations discrètes ont été engagées entre des représentants du Hamas et la diplomatie française, comme cela s'est déjà fait dans l'histoire avec d'autres groupes islamistes. Résultat : l'asile devient une voie d'exfiltration pour les islamoterroristes, validée par notre propre administration. À ce stade, la perversion de notre politique d'asile n'est plus une erreur : c'est une reddition organisée.

David Duquesne

31/07/2025

[Source](#)